

II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

Volume 23, Number 1, 1992

L'effacement de la confrontation est-ouest et la remise en cause des alliances

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702971ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702971ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Tessier, M. (1992). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 23(1), 159-167. <https://doi.org/10.7202/702971ar>

Nominations diplomatiques et autres représentations

7 novembre :

La nomination de Mme Suzanne Jacques au titre de commissaire canadien à la Commission de la frontière internationale est rendue publique. (Gouvernement du Canada, *Communiqué no 91/112*, 7 novembre 1991)

26 novembre :

M. Alan Sullivan est nommé consul général à New York. (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 269*, 26 novembre 1991)

27 novembre :

On apprend que M. Peter Thomas Burns est réélu pour une autre période de quatre ans au Comité des Nations Unies contre la torture. (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 271*, 27 novembre 1991)

II – Les relations extérieures du Québec

(octobre-décembre 1991)

A — Aperçu général

Au cours du trimestre, le gouvernement québécois consacrait l'essentiel de ses énergies aux questions francophones. Sa participation au Sommet de Chaillot et le dépôt d'un énoncé de politique sur la Francophonie témoignent de cette activité. La visite à Québec et à Montréal du Président haïtien en exil, M. Jean-Bertrand Aristide, a également figuré parmi les activités importantes de ce trimestre. Fait exceptionnel, le Québec s'était prononcé antérieurement sur cette question de «politique étrangère» en condamnant le coup d'État haïtien.

B — Les politiques commerciales

Préoccupé par l'avenir de ses offices de mise en marché et le contrôle interne de sa production de volaille, d'œuf et de lait, le gouvernement québécois suivait de près le déroulement des négociations du GATT. Le 28 novembre, il formait un front commun avec l'Union des producteurs agricoles pour réitérer au gouvernement canadien son appui au renforcement de l'article XI du GATT et au maintien des programmes de gestion de l'offre¹. Il dépêchait aussi auprès des négociateurs canadiens trois observateurs québécois chargés de défendre

1. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 28 novembre 1991 ; Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 29 novembre 1991, p. A5.

les intérêts du Québec et de faire rapport directement au ministre². En fin de trimestre, le gouvernement québécois, à l'instar du gouvernement fédéral et des autres participants, étudiait le contenu du rapport Dunkel et ses effets sur sa politique agricole et commerciale.

C — Les politiques d'immigration

La ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Mme Monique Gagnon-Tremblay, revenait le 29 octobre d'un voyage de dix-huit jours en Europe au cours duquel elle a visité les nouveaux services d'immigration du Québec à Vienne. Elle s'est de plus rendue à Budapest, Bucarest et Moscou, pour évaluer la demande croissante d'immigration dans ces pays et le potentiel que représentent ces populations pour le Québec, notamment pour une main-d'œuvre spécialisée ou l'accueil d'immigrants francophones. La ministre profitait également de ce séjour pour étudier la question de l'adoption internationale en Roumanie³.

D'autre part, Mme Gagnon-Tremblay rencontrait les membres de la Chambre de Commerce française du Canada, le 29 novembre, à Montréal. Elle leur soulignait les efforts entrepris pour recruter des immigrants français et l'intérêt que porte le gouvernement québécois à l'égard des immigrants investisseurs francophones⁴.

D — Le Québec et la Francophonie

1 — L'énoncé de politique sur la Francophonie

Le ministre délégué à la Francophonie, M. Guy Rivard, rendait public peu avant le Sommet francophone un document intitulé, *Le Québec et l'interdépendance : l'horizon de la francophonie internationale*, document dans lequel sont expliquées les orientations que le gouvernement québécois entend suivre pour contribuer au renforcement de la francophonie⁵. Dans un premier temps, les rapports bilatéraux que le Québec renforcera se traduiront par une intensification du dialogue privilégié existant avec la France et un accroissement de la collaboration avec ses autres partenaires européens, Haïti et les pays africains francophones.

2. Michel VENNE, *Le Devoir*, 28 novembre 1991, pp. A1 et A4; voir aussi, Denis LESSARD, *La Presse*, 4 décembre 1991, cité par *L'Argus*, 4 décembre 1991, p. A13.

3. Paul CAUCHON, *Le Devoir*, 20 novembre 1991, pp. B1 et B2.

4. Délégation générale du Québec à Paris, *Lettre du Québec*, vol. 5, no. 4, décembre 1991-janvier 1992, p. 7.

5. Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires internationales, *Le Québec et l'interdépendance : l'horizon de la Francophonie internationale*, 32 p.

Dans un deuxième temps, les efforts du Québec porteront sur le développement de la Francophonie multilatérale, élément central de cette nouvelle politique. À cette fin, l'activité du gouvernement québécois se concrétisera par :

1 – Un appui au développement ordonné des institutions telles que les Sommets, les Conférences ministérielles et l'Agence de coopération culturelle et technique. L'ACCT est d'ailleurs décrite comme l'organisation centrale de la Francophonie. Un fonds multilatéral commun et une «logique des réseaux» permettront, selon le document, aux pays membres de retirer des bénéfices en même temps qu'ils contribueront à la réussite commune.

2 – Un appui au développement de projets dans des secteurs stratégiques (agriculture, environnement, énergie, coopération scientifique, communications, etc ...). Le gouvernement désire à cet effet inciter les décideurs privés et publics à participer à ses réseaux et ses projets.

En résumé, conclut le ministre, «l'usage d'une même langue (...) peut permettre de dépasser les clivages que (les francophones) peuvent rencontrer dans d'autres forums internationaux, pour communiquer, travailler ensemble dans certains secteurs d'activité qui influencent leur avenir, développer des réseaux de collaboration qui leur permettront d'assurer leur propre développement et d'occuper leur place dans le nouvel ordre mondial qui se prépare.»

2 – Le Sommet francophone

«Un Sommet de la consolidation et de la maturité»⁶. C'est en ces termes que le Premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, dressait une synthèse des délibérations, en sa qualité de rapporteur officiel, de la IV^e Conférence des Chefs d'États et de Gouvernements ayant en commun l'usage du français qui avait lieu à Paris les 19, 20 et 21 novembre.

Ce Sommet a aussi été l'occasion pour la délégation québécoise de participer aux travaux des volets politiques, économiques, environnementaux et institutionnels. Elle s'impliquait notamment en présentant un programme de formation, d'échange et de perfectionnement pour appuyer les efforts de démocratisation des pays qui s'engagent dans cette voie. Une somme de \$150 000 était dégagée pour ce projet-pilote qui sera pris en charge par l'École nationale d'Administration publique et le Directeur général des élections. Le Québec donnait aussi le coup d'envoi à la création d'un observatoire économique francophone relié au Forum francophone des Affaires en consacrant \$100 000 à ce projet dont l'objectif est de favoriser un partenariat des gens d'affaires⁷.

6. Délégation générale du Québec à Paris, *Lettre du Québec*, vol. 5, no. 4, décembre 1991-janvier 1992, p.1.

7. *Ibid*, p.2; voir aussi, Robert LEFEBVRE, *Le Devoir*, 11 novembre 1991, pp. A1 et A4; Michel VENNE, *Le Devoir*, 22 novembre 1991, pp. A1 et A4.

D'autres projets auxquels le Québec s'intéresse particulièrement recevaient un appui nouveau. C'est le cas de l'Institut de l'Énergie qui a vu son budget doubler ou un projet de manuel scolaire qui a vu le sien quadrupler. Dans les dossiers plus thématiques, tels le mécanisme institutionnel de la Francophonie, la promotion de la démocratie et le respect des droits humains ou le rôle de l'Agence de coopération culturelle et technique, la délégation québécoise présentait une position conforme à celle de la délégation canadienne⁸.

Au terme du Sommet, le Premier ministre québécois exprimait sa satisfaction à l'égard des résultats obtenus et précisait que les objectifs poursuivis par le Québec avaient été atteints. Le Sommet de Chaillot, concluait-il, a une nouvelle fois permis au Québec de jouer «un rôle de première importance sur la scène internationale»⁹.

E – Le Québec et les États-Unis

Le dossier constitutionnel et le projet hydro-électrique de Grande-Baleine, questions auxquelles les États-Unis portent une attention particulière, amenaient le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, à Boston¹⁰, en novembre, et à New York, en décembre¹¹, pour rencontrer gens d'affaires, gens de la presse et universitaires. La polémique sur le projet hydro-électrique avait été relancée après la publication dans un journal américain d'une annonce, rédigée par Greenpeace et appuyée par les Cris et divers groupes écologiques, intitulée: «Catastrophe à la Baie James»¹². La société Hydro-Québec devait faire paraître une réplique à ce sujet et envisageait de rouvrir son bureau à New York¹³.

Les relations commerciales américano-québécoises marquaient aussi le trimestre, notamment dans trois importants dossiers. D'abord, au début du mois d'octobre, les États-Unis imposaient un droit à l'importation de bois d'œuvre canadien et le Québec, province productrice, entendait démontrer tout au long de l'enquête sur cette affaire que la production de ce matériau ne bénéficie d'aucune subvention¹⁴.

8. Voir Michel VENNE, *Le Devoir*, 13 novembre 1991, p. A2; Jocelyne RICHER, *Le Devoir*, 22 octobre 1991, p. A2; Rhéal SÉGUIN, *The Globe and Mail*, 18 novembre 1991, pp. A1 et A6.
9. Délégation du Québec à Paris, *Lettre du Québec*, vol. 5, no. 4, décembre 1991-janvier 1992, p. 2; voir aussi, Michel VENNE, *Le Devoir*, 21 novembre 1991, pp. A1 et A4.
10. Marie TISON, *La Presse*, 23 novembre 1991, cité par *L'Argus*, 25 novembre 1991, p. A21; Ingrid PERITZ, *The Gazette*, 23 novembre 1991, cité par *L'Argus*, 25 novembre 1991, pp. A21 et A22.
11. Délégation du Québec à New York, *Québec Update*, vol. xiv, no. 25, 23 décembre 1991; *La Presse*, 13 décembre 1991, cité par *L'Argus*, 13 décembre 1991, p. A21.
12. Voir *La Presse*, 23 octobre 1991, cité par *L'Argus*, 23 octobre 1991, p. A1 et p. A3; Louis-Gilles FRANCOEUR, *Le Devoir*, 23 octobre 1991, pp. A1 et A4.
13. André NOËL, *La Presse*, 25 octobre 1991, cité par *L'Argus*, 25 octobre 1991, pp. A7 et A8; Frédéric TREMBLAY, *Le Devoir*, 26 novembre 1991, p. A3.
14. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 4 octobre 1991; *Le Soleil*, 6 octobre 1991, cité par *L'Argus*, 8 octobre 1991, p. A16.

Plus tard en octobre, la Cour d'appel du cinquième district de la Nouvelle-Orléans rendait son jugement dans le dossier du bannissement de l'amiante par l'Agence américaine de protection de l'environnement. Dans ce jugement, la cour reproche notamment à l'agence américaine de ne pas avoir présenté d'étude des coûts et des mesures de contrôle moins radicales que le bannissement et de ne pas avoir fait la preuve que les matériaux de remplacement étaient plus sécuritaires que l'amiante¹⁵.

Enfin, en décembre, le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, écrivait au Consul général des États-Unis à Québec pour dénoncer certains actes posés par les vérificateurs du Département américain du Commerce dans le cadre de leur enquête sur les exportations de magnésium de la compagnie Norsk-Hydro. M. Ciaccia faisait de plus connaître son intention d'en appeler de la décision préliminaire d'imposer des droits compensateurs sur ce produit si la décision finale attendue en février confirme la première¹⁶.

F — Le Québec et l'Europe

1 — La visite du Premier ministre en France

Le IV^e Sommet francophone donnait l'occasion au Premier ministre québécois de tenir plusieurs rencontres bilatérales. À l'Élysée, M. Bourassa avait d'abord un tête-à-tête avec le président Mitterrand pour discuter de l'ordre du jour du Sommet de la Francophonie mais aussi de la situation constitutionnelle au Québec et de l'avenir de la construction politique européenne. Il était ensuite reçu à Matignon, le 21 novembre, par le Premier ministre de France, Mme Édith Cresson. À cette occasion, fut réaffirmée l'importance qu'ils accordent aux relations entre la France et le Québec et Mme Cresson a rappelé son attachement à la tradition des visites alternées entre Premiers ministres. Elle a par ailleurs exprimé le souhait de se rendre au Québec au cours du deuxième semestre de 1992¹⁷.

Sur le site des travaux du Sommet, M. Bourassa rencontrait plusieurs autres dirigeants dont les présidents du Bénin, du Burundi, du Gabon, du Mali et de la Guinée-Bissau. Le Président de la Roumanie, M. Ion Iliescu, a aussi reçu le Premier ministre québécois pour discuter de projet de coopération en matière énergétique¹⁸.

15. *Le Devoir*, 22 octobre 1991, p. A3; Ann GIBBON, *The Globe and Mail*, 22 octobre 1991, pp. A1 et A2; Rollande PARENT, *Le Devoir*, 23 octobre 1991, p. A5; *Le Devoir*, 16 novembre 1991, p. A8.

16. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 18 décembre 1991; Stéphan BUREAU, *La Presse*, 3 décembre 1991, cité par *L'Argus*, 3 décembre 1991, pp. A2, A3 et A4; Rhéal SÉGUIN, *The Globe and Mail*, 3 décembre 1991, p. B6; *Journal de Québec*, 3 décembre 1991, cité par *L'Argus*, 3 décembre 1991, p. B15.

17. Michel DOLBEC, *Le Devoir*, 14 novembre 1991, p. A6; Michel VENNE, *Le Devoir*, 22 novembre 1991, p. A2; voir aussi *Le Soleil*, 2 novembre 1991, cité par *L'Argus*, 4 novembre 1991, p. A2.

18. Délégation générale du Québec à Paris, *Lettre du Québec*, vol. 5, no. 4, décembre 1991-janvier 1992, p. 5.

2 – La visite du ministre de la Francophonie en Europe

Durant la dernière semaine du mois d'octobre, le ministre délégué à la Francophonie, M. Guy Rivard, a séjourné en France et en Angleterre. Du 28 au 30 octobre, à Paris, devant les participants au III^e Forum francophone des affaires, il a exposé la volonté du Québec d'accroître ses échanges commerciaux avec les pays francophones, notamment ceux du continent africain. M. Rivard s'est ensuite rendu à Montpellier pour assister à un symposium sur les institutions d'éducation puis à Manchester pour représenter le Québec à un séminaire réunissant les ministres de l'Éducation d'une trentaine de pays africains et les éditeurs publics ou privés de livres éducatifs et de manuels scolaires¹⁹.

3 – Le séjour de la ministre Robillard en France

Mme Lucienne Robillard, la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, se rendait en France au début du trimestre afin d'y rencontrer son homologue, M. Lionel Jospin, et M. Hubert Curien, le ministre de la Recherche et de la Technologie. Par son voyage, le premier d'un ministre de l'Éducation en France depuis 1982, Mme Robillard désirait témoigner d'une volonté de renforcer la coopération franco-québécoise en éducation. Les ministres convenaient d'élargir les échanges dans ce domaine, notamment par une collaboration accrue entre les établissements d'enseignement supérieur, les centres de recherche et les entreprises²⁰.

G — Le Québec et Haïti

Le gouvernement québécois suivait de près la situation politique en Haïti et le ministre délégué à la Francophonie dénonçait le 1^{er} octobre le renversement du président Jean-Bertrand Aristide. Ces événements, expliquait-il alors, sont «regrettables» puisqu'ils «compromettent le rétablissement de la démocratie» et le Québec «s'abstiendra de participer à tout projet de coopération économique» dans ce pays²¹. Une mission économique de niveau ministériel qui devait avoir lieu en octobre était ainsi annulée. Le gouvernement octroyait cependant un montant de \$30 000 à la division québécoise de la Croix Rouge qui œuvre auprès de la population haïtienne pour l'acquisition d'une ambulance tout terrain²².

19. Délégation du Québec à New York, *Québec Update*, vol. XIV, no 22, 18 novembre 1991; Jean CHARTIER, *Le Devoir*, 23 octobre 1991, p. A2; Jean-Guy MARTIN, *Journal de Québec*, 23 octobre 1991, cité par *L'Argus*, 23 octobre 1991, p. A9

20. Michel DOLBEC, *Le Devoir*, 3 octobre 1991, p. A2; *Le Devoir*, 8 octobre 1991, p. B2.

21. Michel VENNE, *Le Devoir*, 3 octobre 1991, p. A3.

22. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 13 décembre 1991.

Le Premier ministre québécois qui avait rencontré lors du Sommet francophone le Président haïtien l'accueillait au Québec les 9, 10 et 11 décembre. Un tête-à-tête entre les deux hommes avait lieu après que M. Aristide eut été présenté à la Chambre des communes et qu'il eut rencontré la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration²³. Le reste du séjour du Président était principalement consacré à des rencontres avec les communautés haïtiennes de Montréal et de Québec²⁴.

H — Le Québec et le Moyen-Orient

Le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, pilotait du 26 octobre au 5 novembre une mission commerciale au Moyen-Orient avec pour escales l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Les objectifs de cette mission étaient l'établissement de contacts avec les responsables de ces pays et la prospection de ces marchés nouveaux pour le Québec. Le choix des pays visités s'est d'ailleurs fait sur la base d'une évaluation des marchés pour lesquels le Québec entend faire valoir son expertise dans les domaines de l'énergie, des mines, des télécommunications et de l'agro-alimentation²⁵.

I — Séjour de la vice-première ministre en Asie

Mme Lise Bacon, la vice-première ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, entreprenait le 28 octobre un voyage de deux semaines qui l'amenait au Japon et en Malaysia²⁶. Pendant la première partie de son séjour qui se déroulait à Tokyo, Mme Bacon rencontrait le vice-premier ministre parlementaire de l'Industrie et de la Technologie ainsi qu'un certain nombre d'investisseurs japonais pour discuter des diverses questions reliées au domaine de l'énergie et à l'utilisation de l'amiante.

Le dossier de l'utilisation du produit de l'amiante était d'ailleurs l'objet principal de la visite de la vice-première ministre en Malaysia puisqu'elle était une conférencière invitée au Symposium international de Kuala Lumpur sur les produits de l'amiante. Elle réitérait à cette occasion le position du gouvernement québécois en faveur d'un emploi sécuritaire de l'amiante grâce à une utilisation contrôlée. Elle rencontrait aussi à ce sujet les ministres de la

23. *Le Devoir*, 9 décembre 1991, p.2; *Le Soleil*, 10 décembre 1991, cité par *L'Argus*, 10 décembre 1991, p. A3; Jocelyne RICHER, *Le Devoir*, 12 décembre 1991, pp. A1 et A4.

24. François BROUSSEAU, *Le Devoir*, 10 décembre 1991, pp. A1 et A4; André PICARD, *The Globe and Mail*, 10 décembre 1991, p. A5.

25. *La Presse*, 3 novembre 1991, cité par *L'Argus*, 4 novembre 1991, p. A2; voir aussi, Josée BOILEAU, *Le Devoir*, 31 octobre 1991, pp. B1 et B2.

26. Délégation du Québec à New York, *Québec Update*, vol. XIV, no. 22, 18 novembre 1991; *La Presse*, 29 octobre 1991, cité par *L'Argus*, 29 octobre 1991, p. A4; *La Presse*, 5 novembre 1991, cité par *L'Argus*, 5 novembre 1991, p. A9.

Technologie, de l'Environnement et de la Santé. Son séjour en Malaysia était enfin complété par des discussions plus générales sur les échanges commerciaux avec les ministres du Transport et des Finances.

J — Chronologie thématique*

début à la mi-octobre : Voyage à l'étranger du ministre Tremblay

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, M. Gérard Tremblay, effectue son second périple d'importance depuis un an alors qu'il se rend en Suisse, en Allemagne, en Finlande, au Japon, en Corée du Sud et à Hong Kong. La recherche d'investisseurs potentiels et d'alliances stratégiques ainsi que le parachèvement d'ententes motivent le séjour du ministre uniquement accompagné d'un sous-ministre et d'un adjoint. Leurs discussions portent principalement sur les secteurs de la pharmacologie, la micro-électronique, la transformation des métaux légers et les textiles. (Gilles NORMAND, *La Presse*, 26 septembre 1991, cité par *L'Argus*, 26 septembre 1991, pp. A12 et A13; *The Gazette*, 28 septembre 1991, cité par *L'Argus*, 1^{er} octobre 1991, p. A22).

4 octobre : Le Québec et le Mexique

La v^e rencontre du groupe de travail Québec-Mexique a lieu à Montréal. Les délégations discutent alors des priorités de coopération pour les prochaines années en s'attardant particulièrement aux questions de coopération scientifique et culturelle ainsi qu'aux domaines de l'éducation et de l'audiovisuel. (Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 3 octobre 1991).

15 au 17 octobre : Le III^e Sommet des grandes villes du monde

Les maires de vingt-deux villes dont Tokyo, New York, Le Caire, Paris et Delhi, sont réunis à Montréal pour débattre de certaines problématiques urbaines telles que l'approvisionnement en eau potable, la qualité de l'air et le transport urbain. La déclaration finale du Sommet est ensuite acheminée aux organisateurs de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. (Ministère des Affaires internationales, *Communiqué*, 15 octobre 1991; Jean CHARTIER, *Le Devoir*, 15 octobre 1991, p. 3 et 18 octobre 1991, p. A3; Gilles GAUTHIER, *La Presse*, 9 octobre 1991, cité par *L'Argus*, 9 octobre 1991, pp. A17 et A18).

19 et 20 octobre : Le Québec et la Hongrie

Le président hongrois, M. Arpad Göncz, séjourne au Québec les 19 et 20 octobre dans le cadre d'une visite pancanadienne. Un tête-à-tête avec le premier ministre Bourassa est prévu ainsi que des rencontres avec des membres de la communauté hongroise. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 18 octobre 1991).

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

12 et 13 novembre : Visite du Chef de l'Opposition à l'étranger

Le Chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, effectue un autre séjour dans la capitale américaine pour entretenir ses auditeurs du projet de souveraineté au Québec. En plus de rencontrer des gens des milieux politiques et économiques, M. Parizeau prononce une allocution au Centre national de la presse et au Centre des études stratégiques et internationales. (*Le Devoir*, 2 novembre 1991, p. A2; Josée BOILEAU, *Le Devoir*, 7 novembre 1991, p. A2; *Le Devoir*, 13 novembre 1991, p. A2; Colin MACKENZIE, *The Globe and Mail*, 14 novembre 1991, p. A6).

23 novembre : Un nouvel organisme à Montréal

Les participants à la II^e Conférence internationale sur la sécurité, les drogues et la prévention de la délinquance en milieu urbain décident d'implanter à Montréal avant la fin de 1992 un centre international pour la prévention de la criminalité, un organisme international qui sera affilié aux Nations Unies. (Délégation générale du Québec à Paris, *Lettre du Québec*, vol 5, no 4, décembre 1991-janvier 1992, p. 7)

16 décembre : Le Québec et la SITA

Le ministre des Affaires internationales et le directeur général de la SITA (la Société internationale de télécommunications aéronautiques) signent un nouvel accord sur les avantages consentis à la SITA et à ses employés non canadiens. (Ministère des Affaires internationales, *Communiqué*, 16 décembre 1991)